

Licenciements des malades : PSA nous déclare la guerre à tous

Mardi 18 septembre, Ismaïl AYGUL, salarié du Montage Système 1 tournée B, du secteur « élément porteur » (amortisseur) sera convoqué à 14H30 en vue de son licenciement. Mercredi 19 septembre, Eric VON BANCK du secteur 3ème HC du système 1 tournée A sera lui aussi convoqué à 11H15 en vue de son licenciement.

Le cas d'Eric VON BANCK

Eric a été muté au système 1 en mars 2012 après avoir été polyvalent au système 2 en HC après 11 ans d'ancienneté, sans problème et avec peu d'arrêts maladie. Après 3 jours au système 1 en 4ème HC, Eric fait un malaise. Le jour de son malaise, il reçoit un appel téléphonique de son RU pour qu'Eric ne déclare pas son malaise en « accident du travail », mais en maladie.

Puis s'enchaînent les arrêts maladie dus à des problèmes cardiaques et une tension trop haute, mais également aux pressions pour lui faire tenir rapidement son nouveau poste.

Le 30 août il est convoqué pour ses arrêts maladie, mais ne peut s'y rendre car sa femme qui attend un troisième enfant vient d'être envoyée aux urgences.

Aujourd'hui la direction lui reprocherait 17 jours d'arrêts maladie sans justificatif.

Après vérification, 14 jours sont couverts, alors pourquoi la direction ment-elle ? Un autre de ces jours que la direction estime comme étant non couvert, et donc en motif inconnu, est un jour de congé que son chef avait accepté et qu'il dit aujourd'hui lui avoir refusé.

Le cas d'Ismaïl AYGUL

Ismaïl a 13 ans d'ancienneté. Ses premières années au Montage se passent sans problème.

Il sera même surnommé par certains « Speedy Gonzales ». Jusqu'à ce qu'en 2006 il contracte une maladie professionnelle du coude et de l'épaule.

En juillet 2010 il a un accident du travail en préparation amortisseur. Cet accident du travail entraîne quelques jours d'arrêts. Son chef l'appelle chez lui pour lui demander d'écourter son « accident du travail avec arrêt ». Ismaïl, après discussion avec son médecin, refuse de revenir avant qu'il soit guéri.

Peu de temps après son retour la direction le fait muter en 1MV1 sur un poste PQG provisoire. Déjà affecté psychologiquement par sa mutation il ne supporte pas son nouveau poste et les pressions qui vont avec.

La direction le fait alors muter en ligne au poste accrochage moteur, où on lui fera manipuler des moteurs de 150 kilos, alors qu'il ne pèse que 49 kilos. Au départ il n'a qu'une ligne à charger, mais très vite on va lui demander d'en alimenter une deuxième, ce qui aura pour conséquence qu'il sera contraint de travailler même sur son temps de pause. Plus Ismaïl s'accroche, plus il a de pressions.

Les arrêts maladie s'enchaînent, les courriers de la direction aussi, puis il doit prendre des anti-dépresseurs pour tenir.

Ismaïl est aujourd'hui en longue maladie sous anti-dépresseurs. Durant sa maladie les pressions ne vont pas s'arrêter : visite de l'assistante sociale de Peugeot pour le forcer à démissionner, avec des allusions douteuses sur le fait qu'il travaillerait en fait « à son compte », puisqu'il est turc d'origine.

Sans commentaire!

Aujourd'hui la direction veut licencier Ismaïl.

Peugeot veut se débarrasser des travailleurs les plus fragiles

Chacun peut se reconnaître dans ce qui arrive à Ismaïl et Eric et personne ne peut dire que cela ne lui arrivera jamais.

Le message est clair: Peugeot veut se débarrasser des plus fragiles, des malades, des handicapés, de ceux à qui l'usine a contribué à détruire la santé. Avec le plan de 8000 suppressions d'emplois dans le groupe, dont 273 à Mulhouse, un accord de flexibilité à Sevelnord, la venue à Mulhouse du nouveau directeur, tout cela marque la volonté de la direction de se débarrasser de ceux qui ne sont plus assez productifs.

Le but de la direction est clair : faire baisser « l'absentéisme » par la répression, en exerçant une pression terrible sur les malades et en faisant régner la peur chez les autres.

Pour augmenter toujours plus ses profits la direction organise la baisse continue des effectifs, la politique de chasse aux « temps morts », qui entraînent des dégradations continuelles de nos conditions de travail.

Une charge de travail qui explose, des pressions et un stress qui se généralisent, entraînent une explosion des troubles musculo-squelettiques, comme les tendinites, les syndromes du canal carpien, l'arthrose, les problèmes cardiaques, le diabète, les dépressions.

Les arrêts maladie et les accidents du travail en sont une triste conséquence.

Ces dernières semaines nous avons constaté une augmentation inquiétante de

la répression et des sanctions avec une multiplication d'avertissements, de lettres de « mises en garde » notamment pour les absences dues aux arrêts maladie, y compris à des salariés reconnus en dépression. Et maintenant ce sont ces licenciements ignobles.

L'objectif de la direction c'est de faire de nous tous des précaires et de pouvoir nous virer comme bon lui semble.

La semaine dernière en 2^{ème} MV du système 1, un intérimaire qui travaillait sur le poste Pare-Boue s'est fait virer pour être simplement allé à l'infirmerie et s'être mis en arrêt à la suite d'une insolation, alors que ses collègues autour attestent tous qu'il faisait bien son travail.

Dans cette guerre économique la direction n'a aucune pitié.

Récemment à l'usine PSA de Valenciennes la direction a voulu licencier une salariée qui aurait gardé dans son sac avant les congés d'été 2 raclettes pour nettoyer le sol, d'une valeur de 3,07 euros.

On est loin des déclarations récentes de membres de la famille Peugeot qui disaient que leurs usines étaient administrées avec des valeurs humanistes!

La direction déclare la guerre aux travailleurs malades, la CGT ne laissera passer aucun licenciement sans riposter, alerter, tenter de mobiliser les travailleurs et l'opinion publique.